

# Politique budgétaire et croissance économique au Mali

**Hamed Baba SINGARE<sup>1</sup>**

<sup>1</sup> Enseignant chercheur à l'Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB), Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FSEG).

**Résumé :** Ce papier vise à évaluer l'incidence de la politique budgétaire sur la croissance économique à travers une modélisation économétrique sur des données couvrant la période de 1970 à 2014. Nous concluons à une efficacité de l'instrument budgétaire comme moyen de relance économique. En effet, l'estimation du modèle montre que les dépenses publiques la consommation finale des ménages, l'investissement et l'augmentation de la frange de la population âgée de 15 à 65 agissent positivement sur la croissance. A l'inverse, le solde de la balance commerciale et la dette sont négativement corrélés avec la croissance. Nous recommandons donc une bonne gouvernance économique et financière pour un usage optimal et productif des dépenses publiques.

**Mots-clés :** Politique budgétaire ; dépenses publiques ; croissance économique.

## 1. Introduction

Dans les pays africains, la problématique de l'utilisation du budget comme instrument de régulation de l'économie s'est posée depuis leur accession à l'indépendance. Ce phénomène s'est même accru dans les dernières décennies du fait de l'augmentation inexorable des dépenses publiques, de l'insuffisance des recettes publiques et de la faiblesse de l'épargne interne.

Cependant, l'utilisation du budget d'état pour influencer la croissance a fait l'objet de controverse entre classiques et keynésiens.

Pour les classiques et les néoclassiques, la politique budgétaire est inefficace et conduit à une aggravation des déséquilibres macroéconomiques, notamment une éviction de l'investissement privé. Les keynésiens quant à eux mettent l'accent sur l'effet multiplicateur de l'augmentation des dépenses publiques financées par les déficits budgétaires. L'augmentation des dépenses publiques crée un flux de revenu supérieur à l'augmentation initiale. Par ailleurs, ils récuse l'idée d'éviction de l'investissement privé par le déficit budgétaire car le déficit intervient dans un contexte de crise, de sous-emploi et de sous-investissement du fait de l'insuffisance de la demande globale. De ce fait pour les keynésiens il existe une corrélation positive entre déficit budgétaire et croissance économique.

Toutefois, en dehors de l'opposition traditionnelle entre Classiques et Keynésiens, la littérature économique a accordé une attention particulière à l'analyse de l'impact des différentes variables budgétaires sur la croissance de l'activité. Il ressort des études que le lien entre la politique budgétaire et la croissance économique a souvent fait objet de controverse et la question de l'efficacité de la politique budgétaire se pose avec acuité surtout dans les pays en développement comme le Mali.



Quelle est la situation du Mali ? Un pays secoué par une crise politico-sécuritaire qui a fortement diminué ses capacités économiques et a accru sa vulnérabilité aux chocs exogènes et endogènes. Aussi, le Mali est membre de l'union monétaire ouest africaine (UMOA) en occurrence l'UEMOA, or dans une union monétaire, l'instrument monétaire ne peut plus servir à la régulation des chocs économiques. En effet, dans une union monétaire, la politique monétaire échappe au pouvoir discrétionnaire des Etats et est conduite par un institut d'émission indépendant et la politique budgétaire reste le principal instrument d'intervention de l'Etat dans la vie économique.

La BCEAO exerce une politique monétaire essentiellement anti-inflationniste commune aux huit pays membres de la zone UEMOA. Tandis que la politique budgétaire reste décentralisée et du ressort des différents gouvernements nationaux. Dans ce contexte, on se demande si l'objectif de relance économique au Mali est plausible dans la mesure où le Mali dépend fortement de l'extérieur et n'a pas le contrôle de l'instrument monétaire ?

Cet article a donc pour objectif d'évaluer l'effet de la politique budgétaire sur le rythme de l'activité économique au Mali de 1970 à 2014.

Après cette introduction, la suite de l'article s'organise comme suit : la première section dressera une revue de la littérature théorique et empirique sur les effets de la politique budgétaire. Ensuite, la deuxième sera consacrée à la présentation de la Méthodologie employée. La troisième section s'attèlera à interpréter et à discuter les résultats que nous avons obtenus. Enfin, la section cinq conclura.

## **2. Revue de la littérature**

L'étude de la relation entre politique budgétaire et croissance économique est un sujet très controversé. Les controverses concernent aussi bien les fondements théoriques que les travaux empiriques.

### **2.1. Revue de la littérature théorique**

La politique budgétaire est l'un des deux instruments traditionnels de la politique économique. Elle consiste à utiliser certains instruments budgétaires notamment les dépenses publiques, les prélèvements fiscaux, l'endettement public, etc. Dans la littérature théorique, il existe vif débat quant-aux effets que peu avoir la politique budgétaire sur l'activité économique. Selon la théorie keynésienne, elle peut servir à stimuler la demande globale et influencer positivement le niveau d'activités économiques d'un pays, surtout en période de ralentissement de la production ou de baisse de la production. Au contraire, les classiques et les néoclassiques soutiennent que la politique budgétaire expansionniste n'a aucun effet positif sur l'activité économique, que les déficits sont nuisibles et entraînent une augmentation des taux d'intérêt. Une autre critique adressée à l'approche keynésienne de la politique budgétaire est que cette dernière ne prend pas en compte dans son analyse des phénomènes d'anticipation, d'inter temporalité. Ainsi, d'après la théorie des anticipations rationnelles, les agents font des anticipations sur les impôts qu'ils devront payer dans le futur, ce qui entraîne une baisse de la demande privée et de l'offre et par suite un ralentissement de l'activité.

De nombreux travaux ont tenté de valider ou d'invalider empiriquement l'hypothèse d'une influence de la politique budgétaire sur l'économie. La prochaine section passe en revue certains de ces travaux.

### **2.2. Revue de la littérature empirique**

La littérature empirique sur la politique budgétaire et croissance en tant qu'objectif poursuivis produit des résultats parfois contradictoires.

En effet, de nombreux travaux empiriques visant à évaluer les effets de la politique budgétaire sur la croissance économique dans les pays en développement notamment ceux de l'Afrique subsaharienne ont été réalisés. Ainsi, Ojo et Oshikoya (1995) ont montré dans le cas des pays subsahariens, qu'une hausse des dépenses publiques réduit la croissance du PIB par tête. Ténou (1999) aboutit également au même résultat dans le cas des pays de l'UEMOA. En considérant le ratio du déficit budgétaire plutôt que celui des dépenses publiques de consommation, Ghura et Hadj imichael (1996) ont trouvé, une relation négative et significative avec le taux de croissance du PIB par tête. En revanche, à l'aide d'un modèle à correction d'erreur, Morley et Perdakis (2000), concluent dans le cas de l'Egypte, à l'existence à long terme d'un effet positif des dépenses publiques totales sur la croissance, notamment après les réformes fiscales de 1974 et 1991. A court terme cependant, aucun effet significatif n'a pu être mis en évidence.

Blanchard et Perotti (2002), puis Perotti (2002), ont relancé le débat sur l'efficacité de la politique budgétaire en proposant une évaluation de ses effets dynamiques sur les variables macroéconomiques, en particulier sur le PIB. Baldacci et al. (2003) concluent dans une étude sur 39 pays à faible revenu que si en moyenne, l'ajustement budgétaire ne freine pas la croissance, qu'en revanche, aucune relation positive n'a été reportée entre la réduction du déficit budgétaire et la croissance pour cinq pays africains (Bénin, Gambie, Lesotho, Sénégal et Tanzanie).

Quant à N'Zué (2003), il trouve que le solde budgétaire cause le taux de croissance en Côte d'Ivoire. D'autres travaux montrent que les effets des politiques budgétaires ne sont pas toujours linéaires. Ainsi Tanimoune, Combe et Plane (2005) dans leurs travaux sur l'union économique et Monétaire Ouest africaine aboutirent à la non linéarité des effets de la politique budgétaire.

Toutefois, Ouattara [2007] est arrivé à la conclusion qu'il existe une relation de long terme entre la croissance économique et les dépenses publiques dans l'UEMOA mais que ces deux variables s'influencent mutuellement. Dans une autre étude sur la productivité des dépenses publiques dans l'UEMOA, Ouattara [2008] trouve un effet positif des dépenses d'infrastructures publiques et négatif des dépenses en capital humain (éducation, santé...) sur la croissance alors que les dépenses publiques de consommation sont ressorties sans effet. Nubukpo [2003] trouve que les dépenses publiques totales n'ont pas d'effet significatif sur la croissance à court terme dans la majorité des pays de l'UEMOA et qu'à long terme, cet effet est négatif pour le Bénin et le Niger, positif pour le Sénégal et le Togo et non significatif pour la Côte d'Ivoire et le Mali. A partir d'une désagrégation des dépenses publiques, il arrive à la conclusion que « les dépenses publiques de consommation exercent un impact globalement négatif à court et à long termes sur la croissance des économies de l'UEMOA » et relève un impact globalement positif de l'investissement public, surtout à long terme, cet effet étant renforcé (à l'opposé des résultats de Ouattara [2008] par l'impact des investissements publics sur l'éducation et les capacités productives de la population active (effet indirect) qui tous deux, ont un impact positif sur la croissance.

### 3. Méthodologie

Cette section sera consacrée à la présentation de la Méthodologie utilisée et à l'analyse des résultats obtenus.

#### 3.1. Spécification du modèle

Pour mesurer l'impact de la politique budgétaire sur la croissance économique au Mali, nous nous inspirons du modèle de Robert Barro (1990) et la présentation qui en a été faite par Hurlin (1999).

On suppose une fonction de production de type Cobb Douglas définie par :

$$Y = AL^{1-e_k}K^{e_k}G^{e_g} \quad (1)$$

Les termes L et K désignent respectivement le niveau de l'emploi et le stock de capital privé. Les paramètres  $e_k$  et  $e_g$  correspondent respectivement aux élasticités de la production par rapport au stock de capital privé et aux investissements publics. On suppose ici que les dépenses gouvernementales agrégées, notée G, correspondent à la définition de (Samuelson, 1954) et satisfont les hypothèses de non rivalité et de non exclusion. Lorsque l'on suppose que les rendements sont constants par rapport aux facteurs K et G ( $e_g = 1 - e_k$ ), on aboutit à une situation de croissance endogène. Soit Y la production de la firme représentative. Les dépenses publiques sont financées par un impôt proportionnel sur la production à taux constant :

$$G = \tau Y \quad (2)$$

Si l'on note  $\delta$  le taux de dépréciation du capital privé et L la population active totale, le taux de croissance équilibrée de l'économie, noté  $\gamma$ , est défini par :

$$\gamma = \frac{1}{\sigma} \left[ A(1 - \tau)e_k \frac{G}{K} - \delta - \rho \right] \quad (3)$$

En utilisant la contrainte budgétaire du gouvernement, ce taux de croissance peut se réécrire sous la forme :

$$\gamma = \frac{1}{\sigma} \left[ A^{\frac{1}{e_k}} e_k (1 - \tau) \tau^{\frac{1-e_k}{e_k}} L^{\frac{1-e_k}{e_k}} - \delta - \rho \right] \quad (4)$$

Cette relation nous permet d'observer les deux effets opposés du taux d'imposition sur le taux de croissance de long terme. L'augmentation des dépenses publiques conduit d'une part à une augmentation de la productivité des facteurs et favorise ainsi l'accumulation du capital privé, mais

d'autre part elle induit une hausse des ponctions sur les ressources des agents et donc une éviction des investissements privés. La croissance de long terme sera ainsi le résultat de l'interaction de ces deux forces opposées.

En particulier, pour un niveau sous optimal de dépense publique, on peut montrer que toute dépense additionnelle engendre une amélioration de la croissance de long terme, en effet :

$$\frac{\delta y}{\delta \tau} = \frac{1}{\sigma} e_k A e_k \tau^{\frac{1-e_k}{e_k}} \left[ \frac{(1-e_k)-\tau}{e_k \tau} \right] > 0 \text{ ssi } \tau < 1 - e_k \quad (5)$$

L'effet net de l'intervention publique dépend de la différence entre le taux marginal de prélèvement public  $\tau$  et l'élasticité du produit par rapport aux dépenses publiques  $1 - e_k$ . Dès lors si le gouvernement adopte la maximisation de la croissance pour objectif de sa politique fiscale, il choisira un taux d'imposition égal à l'élasticité des dépenses publiques, ou au taux d'investissement public.

$$\tau = 1 - \alpha = \frac{g}{y} \quad (6)$$

L'hypothèse d'une influence des dépenses publiques d'infrastructure sur le taux de croissance du sentier stationnaire de l'économie, peut paraître extrêmement fragile dans la mesure où elle requiert une configuration très particulière des paramètres et notamment des rendements d'échelle par rapport aux stocks de capital privé et public. Cependant, (Hénin et Hurlin, 1997) montrent que la règle d'investissement décrite par l'équation (6) demeure valable dans une configuration de croissance exogène lorsque l'on substitue un critère normatif au critère de maximisation de la croissance.

Partant du modèle théorique exposé ci-dessus, on peut exprimer le PIB en fonction :

- de la population active  $L$  ;
- du stock de capital privé  $K$ ;
- du volume des dépenses publiques  $G$ ;
- et un facteur exogène  $A$ .

$$Y = AL^{1-e_k} K^{e_k} G^{e_g} \quad (1)$$

Ainsi notre équation prendra la forme suivante :

$$\text{pib} = \beta_0 + \beta_1 \text{pop\_active} + \beta_2 \text{fbcf} + \beta_3 \text{conso\_pub} + \beta_4 \text{dette} + \beta_5 \text{conso\_finale} + \beta_6 \text{BCOM} + \varepsilon$$

Où  $\varepsilon$  est un terme d'erreur.

En prenant les variables en différence première on obtient un modèle qui explique la variation du PIB en fonction des variations des variables.

### 3.2. Les données :

Les données qui seront utilisées dans cette étude sont des séries temporelles de la BCEAO qui couvrent la période 1970-2014. Dans cette sous-section après avoir précisé la source et les raisons qui expliquent le choix de la période d'étude, nous réaliserons un test de stationnarité afin de trouver la meilleure spécification du modèle.

#### 3.2.1. Source et périodicité des données

Les données utilisées dans cette recherche sont tirées de la base de données de la BCEAO. Elles couvrent la période 1970-2014. Il s'agit donc des séries chronologiques sur le PIB, la population, les dépenses publiques, la dette, l'investissement, la consommation finale, les importations et les exportations.

Le choix de la période 1970-2014 se justifie par le fait que depuis 2014, du fait de la crise multidimensionnelle qu'il traverse l'essentiel des dépenses budgétaires du Mali est orienté vers dépenses militaires. C'est pourquoi nous avons retenu la période précédant cette réorientation stratégique des dépenses publiques au Mali.

#### 3.2.2. Test de stationnarité

Etant donné que nous avons affaire à des séries temporelles, il est fondamental de vérifier certaines propriétés de ces séries.

Nous utiliserons le test de Phillips-Perron à cause de sa robustesse. Les résultats du test de stationnarité de Phillips-Perron sont consignés dans le tableau ci-dessous :

**Tableau 1 : Résultats des tests de stationnarité**

Variable	Intégration	Statut	Processus de type
PIB	1	Non Stationnaire	TS
Balance commerciale	1	Non Stationnaire	DS sans dérive
FBCF	1	Non Stationnaire	TS
Consommation finale	2	Non Stationnaire	DS sans dérive
Dépenses publiques	1	Non Stationnaire	DS sans dérive
Dette	1	Non Stationnaire	DS sans dérive
Population active	1	Non Stationnaire	TS

**Source :** calcul de l'auteur à partir des données BCEAO

On remarque qu'à part la consommation finale toutes nos séries sont stationnaires en différence première ce qui laisse présager la présence d'une racine unitaire dans ces séries. Elles sont issues de processus différents : le PIB, la FBCF et la population active sont des processus TS (Trend Stationary) alors que le

solde commercial, la consommation finale, les dépenses publiques et la dette sont processus DS (Diferencial stationary) sans constante ou marche au hasard sans dérive.

Etant donné que les séries ne sont pas issues du même processus et aussi n'ayant les mêmes ordres d'intégration, on peut supposer que le risque de cointégration est écarté. Cependant, les estimations doivent être faites sur des séries stationarisées.

#### 4. Résultats et discussion

Dans cette sous-section il sera question des résultats des estimations et des interprétations qui pourront en découler. Le tableau ci-dessous donne les résultats de l'estimation du modèle spécifié plus haut.

**Tableau 2 :** résultats de l'estimation économétrique

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(BCOM)	-0.674379	0.088274	-7.639600	0.0000
D(DETTE)	-0.002102	0.053120	-0.039577	0.9686
D(CONPUB)	0.526795	0.155678	3.383875	0.0017
D(CONFI)	0.894680	0.074002	12.08988	0.0000
D(POP_ACT)	0.000113	6.69E-05	1.691686	0.0993
D(FBCF)	0.451909	0.166186	2.719300	0.0100
AR(1)	-0.633696	0.132120	-4.796362	0.0000
R-squared	0.896327	Meandependent var		135.9705
Adjusted R-squared	0.879049	S.D. dependent var		142.4912
S.E. of regression	49.55568	Akaike info criterion		10.79197
Sumsquaredresid	88407.56	Schwarz criterion		11.07868
Log likelihood	-225.0274	F-statistic		51.87452
Durbin-Watson stat	2.031374	Prob(F-statistic)		0.000000

**Source :** calcul de l'auteur à partir des données BCEAO

Les résultats nous montrent que :

- Lorsque le rythme de variation du solde commercial augmente d'un point, il y aura une décélération de la croissance de 0.674379 points. Ce coefficient est significatif au seuil de 1%. Ce résultat contraire à ceux obtenus par Abessolo (1998) et Otani et Villanueva (1990) et Nubukpo (2003), s'explique par le fait que la balance commerciale du Mali est chroniquement déficitaire sur la période indiquée. En effet, le Mali a un faible tissu industriel, qui n'offre pas ou très peu de processus de transformation. Par conséquent, l'essentiel des produits industriels est importé y compris les produits pétroliers et les facteurs de production. Notons par ailleurs que cette situation tend à s'imposer, puisque les filières commerciales n'incitent pas au développement d'industries. Aussi, la concentration des exportations sur les deux produits phares que sont l'or et le coton expose la balance commerciale du Mali au déficit et aux aléas des cours internationaux. Une diminution des

importations peut concerner les articles de consommation finale mais aussi des biens de production ce qui peut provoquer une baisse de la production.

- de même si le rythme de l'endettement augmente d'un point alors le rythme de la croissance baisse de 0.0021 points. Cependant ce coefficient n'est pas significatif même à 10%. Ce résultat n'est guère surprenant. En effet, beaucoup d'autres travaux empiriques, Benedict et al (2005), Idlemounden et Raffinot (2005), Qayyum et Haider (2012), montre que la dette constitue un handicap pour la croissance économique.
- quand le rythme d'augmentation de la consommation publique varie d'un point, alors la croissance s'accélère de 0.5267 point. Ce coefficient est significatif au seuil de 5%. Les dépenses publiques agissent positivement sur la croissance. Ce résultat est conforme à nos hypothèses et atteste l'existence d'effet keynésien. Cela est compréhensible car au Mali, l'Etat est le principal animateur de la vie économique. Les flux d'échanges intersectoriels sont dérisoires, toutes les entreprises sont presque dépendantes des marchés publics. Ce résultat va dans le sens de ceux obtenus par Morley et Perdakis (2000), Ouattara (2007), Loizides et Vamvoukas (2005). Aussi, Herrera (2007) dans une analyse similaire, confirme ces résultats en démontrant que les dépenses publiques affectent la croissance si elles accroissent la productivité des facteurs de production dont le travail.
- si la variation de la consommation finale augmente d'un point, la croissance économique s'accélère de 0.8947 point. Ce résultat est significatif au seuil de 1%. Ce résultat corrobore ceux de l'analyse théorique, qui montrent que la consommation finale est le principal contributeur à la croissance économique.
- si le rythme de croissance de la population active s'accroît d'un point, le rythme de la croissance s'accélère de 0.000113 points. Ce qui veut dire que la croissance de la population active a un effet négligeable sur rythme de la croissance économique. Ce résultat est significatif au seuil de 10%. En effet, la population active étant un facteur de production, sa croissance entraîne une augmentation de la production aussi faible soit-elle d'autant plus que l'agriculture qui est la principale activité économique du Mali est très peu mécanisée et dépend fortement de la main d'œuvre agricole qui est en partie constituée de cette tranche de la population.

Aussi, ce résultat confirme les nombreuses études réalisées sur la relation entre la population et la croissance économique notamment celles de Nubukpo (2003) et d'Ojo et Oshikoya (1995). La croissance démographique est un déterminant de la croissance économique au Mali. La forte population malienne ne constitue pas pour l'instant une pression sur les ressources disponibles, vu le potentiel de terre et de ressources nationales dont dispose le pays. Toutefois, il est opportun pour les autorités de maîtriser la croissance de cette population, de développer le capital humain face au processus d'intégration économique sous régional et à la mobilité croissante des facteurs de production



particulièrement du travail. Il faudra également résorber la montée du chômage des jeunes et inciter à la création d'entreprises pourvoyeuses d'emplois

- si l'accumulation du capital fixe s'accélère d'un point, la croissance économique s'accélère de 0.4519 points. Ce résultat est significatif au seuil de 1%. Nos résultats confirment l'assertion selon laquelle l'investissement est le moteur de la croissance économique. Ils rejoignent de nombreuses investigations économétriques (Barro, 1988, Dessus et Herrera, 1996, Nubukpo, 2003, Ouattara, 2008, entre autres).

## 5. Conclusion

L'objectif principal de cet article était d'estimer l'impact de la politique budgétaire sur la croissance économique au Mali. Pour ce faire, nous avons estimé à travers un modèle économétrique l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique pour la période de 1970 à 2014. Cette période étant considérée comme celle précédant la crise et ses conséquences en termes d'orientation budgétaire.

Les résultats de l'estimation montrent que les dépenses publiques impactent positivement et significativement la croissance économique au Mali. Ce qui atteste de l'efficacité de l'instrument budgétaire pour la relance économique.

La principale recommandation issue de cette étude est l'utilisation optimale des dépenses publiques pour des fins productives à travers une bonne gouvernance économique et financière.

De façon spécifique, pour une plus grande efficacité de la politique budgétaire au Mali, nous formulons des recommandations à l'endroit des autorités nationales et des responsables des politiques de développement. Ces recommandations, s'articulent principalement autour des points suivants :

- la mise en œuvre des stratégies de stabilisation macroéconomique ;
- la nécessité de la discipline budgétaire ;
- la formulation et l'application d'une politique d'endettement « soutenable » ;
- la nécessité de privilégier de nouvelles sources de financement ;
- l'intensification des investissements et leur orientation vers les secteurs porteurs de l'économie ;
- la mise en œuvre d'une bonne politique commerciale.

Enfin l'appartenance du Mali à une union monétaire fait que l'usage du levier monétaire en tant qu'instrument de politique économique est écarté. Par ailleurs les critères de convergence ont tendance à réduire les marges de manœuvre de la politique budgétaire. Alors, la question est de savoir comment atteindre les objectifs de politique économiques dans ces conditions.

## BIBLIOGRAPHIE

- [1] Alesina A. and Perotti R. (1996a), «Fiscal Discipline and the Budget Process», American Economic Association Papers and Proceedings, pp. 401-413.
- [2] Alesina A. and Tabellini G. (1990), «A Positive Theory of Fiscal Deficits and Government Debt », Review of Economic Studies, 57, p. 404-414.
- [3] Baldacci et al. (2003), «Utiliser la politique budgétaire pour stimuler la croissance» Finances & Développement.
- [4] Barbier G. et Villieu P. (2003), «Quelle cible de déficit dans la zone Euro? Les enseignements d'un modèle à deux pays» Revue Economique, Presses de Sciences Po, no. 54, pp. 499-509.
- [5] BCEAO. (2010) «Note d'information trimestrielle : 4ème trimestre 2010», no 24, pp. 1-91.
- [6] BCEAO. «Annuaire statistiques».

- [7] BCEAO. «Rapports annuels».
- [8] Benedict C., Bhattacharya R. et Nguyen, T.Q. (2005), «L'allègement de la dette peut-il doper la croissance des pauvres?», Dossiers Économiques 34, FMI.
- [9] Blanchard O. J., Chourauij J.C. Hagemanr C. et Sartor N. (1990), «La soutenabilité de la politique budgétaire : nouvelles réponses à une question ancienne», Revue économique de l'OCDE, pp. 7-38.
- [10] Blejer M.I. and Cheasty A. (1991), «Measuring the Fiscal Deficit: Overview of the Issues, in how to Measure the Fiscal Deficit», IMF.
- [11] Coulibaly M. et Diarra A. (2001), «L'endettement des pays les plus pauvres : Cas du Mali», Les GREAT Cahiers no. 11.
- [12] Creel J., Ducoudré B., Mathieu C. et Sterdyniak, H. (2005), «Doit-on oublier la politique budgétaire ? Une analyse critique de la nouvelle théorie anti-keynésienne des finances publiques», Revue de l'OFCE.
- [13] Henin P. et N'Diaye P. (2001), «L'Effet des politiques budgétaires sur l'activité : une fonction des conditions conjoncturelles et du régime budgétaire», Economie et prévisionno. 147.
- [14] Minéa A. et Villieu P. (2008), « Un réexamen de la relation non linéaire entre déficits budgétaires et croissance économique », Revue économique 3, vol 59, pp. 561-570.
- [15] Minea A. et Villieu P. (2009), « Investissement public et effets non linéaires des déficits budgétaires », Recherches Economiques de Louvain 3, pp. 281-312.
- [16] Morley B. et Perdakis N. (2000), «Libéralisation des échanges, les dépenses publiques et croissance économique en Egypte», Journal of developmentstudies, vol 36, pp. 38-54.
- [17] Nubuko K.K. (2003b) : «Dépenses publiques et croissance des économies de l'UEMOA », 2003, « Dépenses publiques et croissance des économies de l'UEMOA » CIRAD. pp. 213-240.
- [18] Ouattara W. (2007), «Dépenses publiques, corruption et croissance économique dans les pays de l'Union Economique et Monétaire ouest africaine (UEMOA) : une analyse de la causalité au sens de Granger », Revue Africaine de l'Intégration, Vol. 1, no. 1, pp. 139 – 160.
- [19] Ouattara W. (2008), « Analyse de la productivité et des externalités des dépenses publiques en Afrique au Sud du Sahara : Cas de l'UEMOA », Economie Appliquée, tome LXI, 2008, no. 2, pp. 153 – 169.
- [20] Perotti R. (2002), «Estimating the effects of fiscal policy in OECD countries. European Central Bank workingpaper 168.
- [21] Solow.R. (2002), «Peut-on recourir à la politique budgétaire ? Est-ce souhaitable ?» revue, de l'OFCE. 83.
- [22] Tanimoune N. A. Combes J.L. et Plane P. (2005), «La politique budgétaire et ses effets de seuil sur l'activité en Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) », Actes des journées de l'Association Française de Sciences Économiques.
- [23] Tanimoune N., Combes J-L et Plane P. (2008), «Les effets non linéaires de la politique budgétaire en Union Économique et Monétaire Ouest Africaine », Economie et Prévision, 2008/5, no. 186, pp. 145-162.
- [24] UEMOA. «Rapports semestriels d'exécution de la surveillance multilatérale»
- [25] Villieu P. (2003), «Pacte de stabilité, crédibilité du Policy-mix et coordination des politiques budgétaires en union monétaire », Revue économique 2003.1. Vol 54, pp. 25-46.